



Mai 2016,
Paris

“la révolution citoyenne a déjà commencé”

Fort de ses 12% d'intentions de vote, **Jean-Luc Mélenchon** estime avoir toutes ses chances pour 2017. Dénonçant “*la caste oligarchique et son personnel politique*”, il voit dans les mobilisations contre la loi El Khomri et dans Nuit debout la reconstitution d’*“un courant politique populaire”*.

Cette fois, Jean-Luc Mélenchon promet que c'est la bonne. Alors que la gauche gouvernementale est en lambeaux, qu'Europe Ecologie-Les Verts (EE-LV) et l'extrême gauche se cherchent encore, lui veut croire à sa bonne étoile. Le 5 juin, il tiendra un grand meeting à ciel ouvert place Stalingrad, à Paris, comme lors de sa précédente campagne. Peut-il tirer profit du climat de révolte sociale qui secoue la France depuis le mois de février ?

Après avoir réuni près de 4 millions de voix (11% des suffrages) en 2012, Mélenchon entend bien franchir ce cap en 2017. Alors que les sondages lui accordent 12% des intentions de vote, il l'assure auprès de ses proches : François Hollande ne parviendra pas au second tour. A partir de là, tout est possible et le tribun se met à rêver (à haute voix) d'être le héraut d'une France insoumise face à l'austérité budgétaire qui frappe le continent. Le verbe mesuré, les mots finement

choisis, il soigne sa posture. Le bruit et la fureur sommeilleraient-ils encore derrière son regard espiègle ?

Les circonstances objectives d'un soulèvement sont-elles réunies en France selon vous ?

Jean-Luc Mélenchon – Je ne crois pas au “grand soir” qui surgirait de l'actuel réchauffement du climat social. Je pense que le moment politique est marqué par le croisement de plusieurs faits qui peuvent produire un résultat explosif. Tout d'abord, la profondeur de la destruction du lien social sous les coups du néolibéralisme. Exemple : tous les jours dans ce pays on ferme un pont, tous les deux jours un paysan se pend. D'autre part, le lien civique du pays est profondément délité. Les gens ne font plus confiance à aucune institution, ni à aucune autorité, ils détestent les journalistes, haïssent les politiques, suspectent les policiers, toisent les juges... Enfin, le consentement à l'autorité de l'Etat se rompt, parce que l'ordre ►

“le pouvoir espère un ‘effet juin 1968’ : créer un désordre qui lui permettrait d’apparaître en sauveur”

– et notamment sa face la plus visible, le maintien de l’ordre public – est utilisé à des fins étroitement partisans et idéologiques. Faire condamner des ouvriers de Goodyear à de la prison ferme est un signal dont la violence n’a pas été bien mesurée par ceux qui l’ont envoyé, quand dans le même temps monsieur Cahuzac n’est toujours pas jugé. Que la police soit utilisée dans le cadre de la répression des mouvements contre la loi El Khomri avec les méthodes qui sont mises en œuvre est une manière de détruire un lien qui s’était créé entre policiers et population après les tueries du 7 janvier et du 13 novembre 2015. Une empathie a été rompue volontairement par le pouvoir, qui espère un “effet juin 1968” : créer un désordre qui lui permettrait d’apparaître en sauveur.

Etes-vous surpris par la violence politique qui se manifeste dans le pays ?

C’est de la physique élémentaire. Comme la scène politique officielle est bâtie autour du consensus eurolibéral, l’expression des refus a été bâillonnée. La conflictualité s’exprime donc de différentes manières ailleurs : dans la violence de rue, dans les mobilisations sociales, le syndicalisme, et aussi dans l’émergence du mouvement La France insoumise. Cette poussée de vapeur est le résultat du verrouillage de l’espace public par la caste oligarchique et son personnel politique, de Juppé à Macron.

Pensez-vous qu’il soit nécessaire de réformer la politique de maintien de l’ordre ?

Oui. La violence générée par la doctrine d’emploi actuelle doit être avant tout imputée à ceux qui prennent les décisions et donnent des ordres. Sur le terrain, les policiers obéissent. Imagine-t-on qu’ils n’en fassent qu’à leur tête ? Quand une nasse se ferme, aucune des unités de police ne sait ce que font les autres ! Il y a donc une responsabilité du ministre de l’Intérieur. Je suis contre le recours au passage et je suis totalement opposé aux tirs tendus et aux grenades de désencerclement qui sont des objets très dangereux. Il y a déjà tant de blessés et deux éborgnés ! Mais je vois aussi l’autre violence ! Je dis “Pas en notre nom !”. Je tiens à les désavouer. On se déshonore en cherchant à mutiler un policier. Cela permet à nos adversaires tous les amalgames et cela crée le risque d’une escalade vers la guérilla urbaine, que je désapprouve absolument. Je le dis aux jeunes qui sont tentés : n’ayez pas la moindre illusion sur ce qu’une ligne pareille produit. Etudiez les expériences passées, notamment en Amérique latine. Cela ne nous a jamais donné aucune victoire ! Mais ceux qui sont morts manquent toujours !

Vous estimez donc qu’il n’y aura plus de renversement du pouvoir par la force au XXI^e siècle ?

Aussi longtemps qu’on peut occuper des places avec des poussettes et des gamins, la révolution peut être citoyenne. Quand on y va avec un gourdin et un masque, on sait que le dernier mot restera au plus violent et au mieux équipé. Cette stratégie porte un projet qui n’est pas le mien.

Depuis le 31 mars, les foyers de colère existants ont convergé sur différentes places de France dans le mouvement Nuit debout. Quel bilan faites-vous de cette expérience ?

C’est un instant magique de la vie du pays quand s’expriment en même temps deux aspects qui souvent sont dissociés : la mobilisation sociale dans un front du refus syndical extrêmement large incluant les organisations de jeunesse, et un mouvement citoyen tel que le phénomène Nuit debout, qui a essaimé dans tout le pays. Nous sommes au début d’un processus. Un courant politique populaire se reconstitue en France à partir de la conjonction de ces événements : la mobilisation sociale et la mobilisation citoyenne sur l’agora. C’est pourquoi il faut que la loi El Khomri ne passe pas. Si nous gagnons, cela sera porteur d’espoir, d’envie de recommencer à une échelle élargie.

Au-delà de la conscientisation politique des participants, un Podemos à la française est-il possible et souhaitable selon vous ?

La première consigne de vote des indignés espagnols avait été de boycotter les élections. Le résultat a été une victoire écrasante du Parti populaire (*droite espagnole – ndlr*). Puis il y a eu des “marées citoyennes” d’une autre nature, mobilisant les salariés par branches professionnelles. C’est la combinaison de ces facteurs qui a débouché sur un mouvement politique. En France, nous sommes au début du processus. Il faut absolument qu’il aille le plus loin possible et pour cela, il ne faut pas qu’il entre dans une case politique, qu’il soit “récupéré”. J’estime extrêmement sage de la part du mouvement d’avoir refusé toute représentation. Certains considèrent que c’est une limite. Au contraire, c’est parce qu’il n’a pas de représentation que le mouvement peut s’élargir puisque tout le monde peut y trouver sa place. L’existence de ce mouvement confirme la théorie de la révolution citoyenne et le fait que le peuple urbain est le nouvel acteur de l’histoire. Pour l’instant tout va à bon rythme. Mais nous avons besoin d’une victoire.

Une motion de censure de gauche a failli renverser le gouvernement. Pensez-vous qu’en seconde lecture à l’Assemblée en juillet, le gouvernement pourrait être renversé ?

Il devrait l’être ! Nos amis ont réussi à trouver 56 signatures en 48 heures, ils auront deux mois pour trouver les deux qui leur manquent. Assez joué à se faire peur : moins d’un an avant la fin de la législature,



15 mai 2016,
place de
la République
à Paris

Christophe Petit - LesonEPA/Magpp

la dissolution serait un putsch. Quelle que soit la motion de censure, tous ceux qui veulent bloquer la loi El Khomri, gauche ou droite, devraient la voter. C'est Valls qui a lancé ce défi ! S'interdire de voter une motion de censure au motif que ceux qui la déposent ne sont pas de ses amis ? Mais le texte de cette motion n'est pas la plate-forme du futur gouvernement ! Au contraire : Hollande devra nommer un nouveau gouvernement accepté par la majorité.

C'est un scénario plausible ?

Oui, ou alors c'est que tout le monde joue un double jeu. Si la censure n'est pas votée, ce sera une étape de plus dans la disqualification du monde politique, de la représentation nationale et d'un système qui permet une telle duperie.

Pensez-vous que cette potentielle motion de censure peut être l'ébauche d'une union à la gauche du PS en vue de la présidentielle ?

La motion de censure est une mise au pied du mur. Reste-t-il un lien suffisant entre le mouvement social, qui est le véritable porteur de la gauche au sens historique du terme, et sa représentation politique ? Nous allons le savoir en juillet. S'ils ne votent pas la motion de censure, c'est qu'il y a deux mondes sans intérêt commun. A la fin, il ne restera que deux orientations, parce qu'il n'y en a que deux ! L'une accepte l'ordre établi, le monde tel qu'il est, la construction européenne telle qu'elle est, et l'autre le refuse. Cette affaire remonte à 2005. En 2005, non seulement le peuple français a voté "non", mais il a été trompé. L'onde de choc de ce viol poursuit ses ravages.

Vous connaissez bien François Hollande, vous l'avez côtoyé...

Non je ne le connais pas, personne ne connaît cet homme ! *(rires)*

Comment expliquer qu'après un moment d'apaisement, coup sur coup, il enchaîne la déchéance de nationalité, la loi travail, divisant ainsi le pays à un an de la présidentielle ?

Il pense qu'il y a un consensus à droite au sein de la société sur le plan économique et identitaire. Il a poussé cette logique jusqu'à l'extrême dans le contexte de l'ambiance terrible qui régnait après les attentats. Comme ce n'est pas un théoricien, mais essentiellement un homme d'appareil, il n'avait même pas conscience de violer les fondamentaux républicains lorsqu'il a proposé la déchéance de nationalité. C'est une sous-évaluation totale de l'état de dislocation de la société et du fait qu'elle est passionnément en recherche de cohésion. Les gens ne sont pas résignés à participer à cette guerre de chacun contre tous.

A l'Elysée, on assiste à une fuite des cerveaux, dix de ses anciens ministres ont dressé un bilan accablant de François Hollande dans *Le Monde*, même le Parti socialiste est divisé...

On ne pourra pas dire que je ne vous ai pas prévenus. J'ai dit que son parti était un astre mort, que lui-même dirigeait ce pays sans vision d'ensemble, que sa pensée géopolitique était d'une pauvreté absolue et que sa servilité envers la Commission européenne était totale. Rien n'est une découverte pour moi. Quant aux anciens ministres, si cela ne leur plaisait pas, ils auraient dû le dire, mais c'est sur moi qu'ils tiraient à l'époque. Remarquez que tout ce petit monde continue une implacable lutte des places et des personnes, ce qui est la caractéristique de leur milieu. ►



“l’écologie, ce n’est pas un chapitre de mon programme, c’est sa trame”

Mon but essentiel est de “fédérer le peuple” en partant de ses attentes. Sans concession. Sur la sortie des traités européens, le partage des richesses, la Constituante, la planification écologique, je ne lâcherai rien. J’admets, sans me l’expliquer, que les communistes ont fait le choix destructeur de la primaire. Quand la proposition de primaire a surgi, Pierre Laurent et d’autres ont choisi d’y participer, sans demander l’avis de personne. A partir de là, la rupture a été consommée, par leur choix en solo. Mais je ne suis pas resté inerte. Je suis allé de l’avant. Nous sommes plus de cent mille en mouvement désormais. Je suis prêt à faire équipe. Tout le monde est bienvenu dans La France insoumise, à condition d’en respecter les objectifs.

Vous comprenez que la personnalisation autour de votre candidature puisse gêner ?

Non. La personnalisation n’est pas mon choix mais le résultat des institutions ! Je mérite d’être aidé. On pouvait s’accorder sur mon nom en 2011 quand je faisais 3% dans les sondages, mais en 2016 on ne pourrait pas le faire après que j’ai rassemblé 4 millions de voix et alors même que je suis à 12% dans les sondages ? Cent mille personnes m’accompagnent à visage découvert. Le programme est en débat public. Ou est le problème ? On veut une candidature anonyme ?

Avec leur participation contrariée au gouvernement et la disparition de leur groupe parlementaire à l’Assemblée après l’affaire Baupin, Europe Ecologie-Les Verts semble dans un état de délitement avancé. Est-ce le bon moment pour vous qui portez depuis de nombreuses années le thème de l’éco-socialisme ?

EE-LV ne présente plus trop d’intérêt : les cabrioles de leurs dirigeants ont tout détruit. Les indispensables, ce sont les milliers de militants écologistes engagés sur le terrain comme à Notre-Dame-des-Landes ou dans les actions pour la sortie du nucléaire, contre les pesticides... Ces gens ont des caractères trempés, on ne les séduit pas, on les convainc. Ça se mérite. Nous sommes sur le terrain depuis de nombreuses années, donc nous avons fait la preuve de notre sincérité écologiste par notre implication dans les luttes. L’écologie, ce n’est pas un chapitre de mon programme, c’est sa trame. On peut faire équipe dans une élection.

Pourquoi vous êtes-vous déclaré aussi tôt ?

Je ne peux pas gagner sur une émotion de dernière minute ou un bon coup de com. Ce que je propose est trop en dehors du cadre. Quand vous venez parler de la planification écologique ou de changer la matrice productive du pays, il faut du temps pour expliquer et convaincre. ►

Vous n’êtes pas frappé par leur sectarisme à mon égard ? Moi, cela me sidère.

Pensez-vous être dans un contexte plus favorable qu’en 2012, en dépit du fait que le Front de gauche n’existe plus pour l’instant ?

Clairement. En 2012, j’ai commencé à 3% et j’ai fini à 11%. Là, je commence à 12%. Cette fois, c’est la bonne. Juppé, le favori des sondages, est un produit du système. Il lui a donné une image rassurante. Mais lui s’est mis dans la logique de la primaire. Une essoreuse. Entre janvier et maintenant il a déjà sorti deux livres qui constituent un tournant vers la droite la plus violente. Cet homme nous garantit cinq ans de guerre sociale. Qui a envie de ça ? Au bout du compte, le goût d’un avenir commun écologique et social pour le pays, ce sera moi. La stabilité, la constance et la cohérence sont de mon côté. Les autres sont la chienlit.

Mais les divisions pourraient vous nuire : le PCF ne vous soutient pas, le dialogue avec Cécile Duflot est interrompu... Etes-vous capable de rassembler tous ces fragments d’une gauche éclatée ?